

ISTRES-en-PROVENCE : MOINS D'AGENTS, MOINS DE SERVICE PUBLIC !

JUSQU'OÙ IRONT-ILS ?

Trop de charges de personnel ? Trop d'agents ? À vous de juger !

Regardons les chiffres :

- Salon-de-Provence : 44194 habitants pour 1088 agents.
- Istres : 44292 habitants pour 1555 agents.

Soit 467 agents de plus à Istres, pour une population quasiment identique !

Pour la collectivité, le constat semble tout trouvé : trop de charges de personnel, trop d'agents. On vous laisse faire le calcul...

Mais derrière ces chiffres, il y a des femmes et des hommes, des métiers, des compétences et surtout des services publics indispensables à la population !

DES AUDITS, UN NOUVEL ORGANIGRAMME... ET TOUJOURS DANS LE FLOU !

Quand nous demandons combien d'agents sont concernés et comment ces réductions seront mise en oeuvre, la réponse reste vague :

"On y verra plus clair après les audits....puis après le nouvel organigramme...."

Pendant que les agents attendent des réponses, le travail d'"optimisation des agents", de "mutualisation des services" a déjà commencé.

On nous demande d'attendre, mais les changements sont déjà en marche !

POUSSER LES AGENTS VERS LA SORTIE : UNE MÉTHODE ?

Quotidiennement, le syndicat CGT des territoriaux d'Istres constate la dégradation des conditions de travail qui pousse les agents vers le départ.

- Des conditions de travail de plus en plus incompatibles avec la vie de famille.
- Des conquits collectifs qui s'amenuisent au fil du temps.
- Diminution du nombre d'heures des vacataires.
- Non renouvellement des contractuels.
- Toujours plus de travail et de polyvalence, avec toujours moins de moyens.
- Une pression permanente sur les équipes et les services.

Est-ce ainsi que l'on compte réduire les effectifs ? En poussant les agents à partir d'eux-même ?

Au bout du bout, le choix devient insupportable : soit vous craquez, soit vous quittez.

ET DEMAIN, QUEL SERVICE PUBLIC POUR LES ISTRÉENS ?

La réduction du personnel ne se fera pas sans conséquences.

- Une baisse de la qualité du service public, avec des équipes fragilisées et des missions toujours plus difficiles à assurer.
- La fin de la culture de la gratuité, remplacée progressivement par des services payants.
- L'externalisation de missions jusque-là assurées par les agents territoriaux.
- La délégation de service public, avec le risque de voir certaines missions confiées à des opérateurs privés.
- Moins d'agents, moins de proximité et moins de moyens pour répondre aux besoins de la population.

Le service public n'est pas une charge inutile ! C'est une richesse collective , au service de toutes et tous.

LE 05 NOVEMBRE : MOBILISONS-NOUS !

Aussi afin d'exprimer notre mécontentement, inscrivons nous dans la convergence des luttes prévues le 05 novembre.

Répondons à l'appel à la grève générale : les conditions des agents territoriaux, déjà très largement dégradées, ne devraient pas l'être encore plus sous couvert d'austérité. Cette dégradation du service public se fait au détriment des agents et des administrés.

